



rapport annuel 2008

Faits saillants de l'année financière

faits saillants de l'année financière

L'IRPP a enregistré un surplus budgétaire au cours des trois dernières années.

(en milliers de dollars)

	2008	2007	2006
Budget d'opérations	2 629	2 663	2 745
Frais	2 474	2 485	2 717
Excédent (ou insuffisance) du budget d'opération par rapport aux frais	155	178	28



message de la présidente du conseil d'administration

conseil d'administration

Janice MacKinnon
Présidente du conseil
d'administration

Graham Scott
Vice-président du conseil
d'administration

Peter Aucoin, Halifax
Jim Dinning, Calgary
Catherine Delaney, Toronto
Ann Fitz-Gerald, R.-U.
Fred Gorbet, Toronto
Shira Herzog, Toronto
Antonia Maioni, Montréal
John Manley, Ottawa
Barbara McDougall, Toronto
A. Anne McLellan, Edmonton
L. Jacques Ménard, Montréal
Martha Piper, Vancouver
Guy Saint-Pierre, Montréal
Bernard Shapiro, Montréal
Mary Simon, Ottawa
Gordon Smith, Victoria
Paul Tellier, Montréal
Gordon Thiessen, Ottawa
Kent Weaver, Washington, DC
Wanda Wuttunee, Winnipeg

L'IRPP a connu une autre année faste. J'ai assisté l'automne dernier à une conférence de deux jours sur la sécurité et les droits de la personne où la qualité des présentations et la diversité des points de vue m'ont vivement impressionnée. Le personnel de l'IRPP mérite aussi des félicitations pour la qualité des publications qu'il a consacrées à des enjeux d'actualité analysés sous des angles très variés. Et le fait que l'Institut ait approché directement les décideurs de l'État, ce qui constituait une priorité pour Mel Cappe, a aussi produit d'excellents résultats.

Pour ce qui est du conseil d'administration, signalons le départ de Nellie Cournoyea, de Doug Emsley, de Pierre Marc Johnson et de Kathleen Mahoney au terme de deux mandats consécutifs. Yvan Bourdeau quitte aussi le Conseil après y avoir siégé pendant deux ans. Quant à Peter Dobell, qui a assisté à la fondation de l'Institut et en a retracé l'historique dans un ouvrage paru en 2003 et récemment enrichi d'une postface, il quitte son siège après 38 années de service. Au nom du Conseil, j'aimerais remercier chaleureusement tous et toutes de leur précieuse contribution aux travaux de l'Institut.

JANICE MACKINNON SASKATOON, JUIN 2008



Ann Fitz-Gerald et Wanda Wuttunee ont pour leur part entamé un deuxième mandat. Et se joignent au Conseil Jim Dinning, président du conseil d'administration de Western Financial Group ; Anne McLellan, vice-première ministre du gouvernement de Paul Martin ; Jacques Ménard, président du conseil d'administration de BMO Nesbitt Burns et président de BMO Groupe financier, Québec ; Mary Simon, présidente de l'Inuit Tapiriit du Canada et ancienne ambassadrice aux Affaires circumpolaires du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international ; ainsi que Paul Tellier, anciennement président-directeur général du CN ainsi que de Bombardier. Je remercie les membres ayant accepté de renouveler leur mandat au service de l'Institut et souhaite la bienvenue aux nouveaux membres du Conseil. ■



message du président

L'année écoulée a été particulièrement chargée à l'IRPP. Nous avons poursuivi l'application de notre énoncé de mission qui vise à améliorer les politiques publiques en « encourageant la recherche, en mettant de l'avant de nouvelles perspectives et en suscitant des débats ». Notre image de marque repose sur la qualité de la recherche, et nos 17 études publiées dans l'année 2007-2008 ont clairement satisfait aux normes rigoureuses définies par l'Institut.

Conformément au plan stratégique approuvé par le Conseil en décembre 2006, nous avons continué de mettre l'accent sur la diffusion de nos travaux de recherche en les portant à l'attention des décideurs ainsi que de la population. Nous avons tenu dans plusieurs villes pas moins de 15 événements, la plupart à guichets fermés, pour faire connaître nos travaux au grand public, aux ONG, au monde des affaires et aux dirigeants du pays. Et nous avons pu débattre des conclusions de nos recherches avec de nombreux décideurs et hauts fonctionnaires, notamment du ministère fédéral des Finances, de Citoyenneté et Immigration Canada, de la Banque du Canada, de Queen's Park, du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec, et de la Ville de Toronto.

L'équipe de communications de l'IRPP joue un rôle central en stimulant le débat sur les politiques publiques. En a particulièrement témoigné le texte d'opinion « How to Make Free Riders Pay? », initialement paru dans le *Globe and Mail* et tiré d'un article de Thomas Courchene et John Allan sur la taxation des émissions carboniques, publié en mars 2008 dans *Options politiques*. Par un effet d'entraînement, ce texte a suscité de nombreuses lettres et réponses dans d'autres journaux, y compris plusieurs chroniques de Terence Corcoran du *National Post*. Nos études ont été largement citées dans les grands médias, notamment dans 305 articles, éditoriaux et chroniques ainsi que 26 apparitions télé et radio. En tout, 69 textes d'opinion signés d'auteurs ou de chercheurs de l'IRPP ont été publiés dans les journaux de l'ensemble du pays, soit plus d'un par semaine.

Le site Web de l'IRPP est devenu le principal centre de diffusion de nos recherches. Il a entamé en 2007-2008 sa deuxième décennie avec plus de 1,2 million de téléchargements d'études et d'articles et au-delà de 300 000 visiteurs. Sans compter, depuis 2007 seulement, la croissance exponentielle des chargements en format RSS et de fichiers audio.

Depuis quelques années, l'IRPP met tout en œuvre pour s'adjoindre les chercheurs les plus prometteurs. C'est ainsi que nous avons publié cette année une étude de Mark Jaccard et Nic Rivers sur les mesures de réduction des gaz à effet de serre et les textes d'autres talentueux jeunes chercheurs comme Maude Boulet, Éric Charest et Elizabeth McIsaac.

Ces nouvelles collaborations n'enlèvent évidemment rien à la qualité exceptionnelle des études que nous avons publiées sous la plume des chercheurs renommés que nous continuons d'attirer, de Thomas Courchene à Henry Milner en passant par Jonathan Kesselman, Marie-Thérèse Chicha et Gillian Doherty.

Parmi plusieurs exemples, les résultats du projet Programme de priorités pour le Canada publiés en octobre 2007 illustrent cette capacité de l'IRPP de rassembler des experts autour d'un débat interdisciplinaire sur une série d'enjeux clés. Ce projet novateur, qui a duré deux ans, a mis à contribution 45 des meilleurs spécialistes du pays, qui se sont engagés dans un débat à grande échelle sur les choix politiques qui s'offraient au Canada à moyen terme. Ses résultats ont suscité un vif intérêt aussi bien parmi les décideurs que dans le monde universitaire.

Sous la direction de son rédacteur en chef L. Ian MacDonald, la revue *Options politiques*, notre publication phare, s'est encore rapprochée de l'actualité tout en proposant des analyses percutantes de grande qualité ainsi que des entrevues et des articles de dirigeants politiques. Ces textes sont accessibles sans frais sur notre site et comptent pour près de la moitié des documents téléchargés. La revue bénéficie en outre des compétences de sa rédactrice en chef adjointe, Sarah Fortin (également directrice de recherche des programmes Investir dans nos enfants, Équilibre travail-vie et Défis du vieillissement).

Pour reconnaître la contribution de longue date de Ronald Watts à l'Institut et à nos recherches sur le fédéralisme, nous l'avons publiquement désigné membre émérite de l'IRPP à l'occasion de la publication d'un recueil d'articles en son honneur, lancement organisé par l'Université Queen's. Signalons que M. Watts siège toujours à notre Comité de recherche.

La collaboration de Peter Dobell remonte quant à elle à 1969, soit avant même la fondation de l'Institut en 1972. Il assistait cette année-là Ron Ritchie, alors vice-président à la direction de la Imperial Oil, qui préparait pour le premier ministre Pierre Elliott Trudeau un rapport intitulé « Un institut de recherches politiques ». Tout au long des 36 ans d'existence de l'IRPP, Peter Dobell a collaboré de près ou de loin à nos travaux et, il termine cette année le deuxième mandat consécutif à notre Conseil. Pour préserver ce lien et reconnaître sa contribution à la recherche canadienne en politiques publiques, nous l'avons aussi désigné membre émérite de l'IRPP aux côtés de Gordon Robertson, Michael Kirby, Claude Ryan, Tom Kent, Hugh Segal et Ron Watts.

Signalons par ailleurs certains mouvements de personnel. Geneviève Bouchard, directrice de recherche des programmes Diversité, immigration et intégration ainsi que Renforcer la démocratie canadienne, a séjourné six mois à Bruxelles au Centre pour l'étude des politiques publiques européennes tout en poursuivant ses projets à l'IRPP. Jackson Wightman a quitté son poste de directeur des communications pour se joindre à un cabinet de relations publiques. Il avait sensiblement amélioré nos communications, et a été remplacé par Kate Shingler, qui poursuit tout aussi efficacement la diffusion de nos recherches. Jo-Anne Boluk qui, avec grande compétence et pendant de nombreuses

années, a coordonné nos événements à Toronto, a aussi quitté son poste. Enfin, Virginie Leduc a accepté un emploi au gouvernement dans le cadre de la Rencontre internationale de la Francophonie 2008.

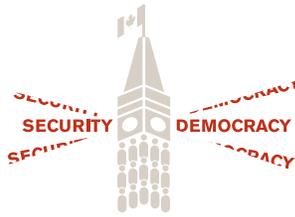
Le reste du personnel de l'IRPP forme une très solide équipe multitâches. Chantal Létourneau fait un excellent travail à la production d'*Options politiques* et de nos publications de recherche. Mon assistante Félice Schaeffli travaille aussi à la révision française et à la correction d'épreuves. Francesca Worrall, notre coordonnatrice à la rédaction et à l'édition, est d'une remarquable efficacité. Portant aussi plusieurs casquettes, Jeremy Leonard est directeur de recherche du programme Innovation et productivité et du Programme de priorités pour le Canada, tout en étant conseiller à nos stratégies de diffusion et webmestre de notre site. Suzanne Lambert coordonne avec grand professionnalisme l'organisation de nos nombreux événements. Guadalupe Bermejo voit à nos finances en tant que contrôleuse. Enfin, Leslie Seidle est chercheur principal associé des programmes Qualité de vie des Autochtones et Northern Exposure, tandis que Jean-Simon Farrah assiste nos directeurs dans leurs recherches sur les enjeux les plus variés.

Et c'est sans compter un précieux réseau de réviseurs, de traducteurs, de graphistes et d'imprimeurs de grande compétence, qui font partie de la famille de l'IRPP et nous aident à produire des documents d'un impeccable professionnalisme.

Surtout, l'IRPP ne pourrait mener à bien ses travaux sans l'efficacité et la rigueur de notre vice-présidente à la recherche France St-Hilaire et de notre vice-présidente aux opérations Suzanne Ostiguy McIntyre. Je les remercie toutes deux vivement de l'incroyable travail qu'elles accomplissent. Suzanne nous a beaucoup manqué pendant un congé de maladie, et nous avons tous été très heureux de la retrouver au sommet de sa forme et de son dynamisme.

J'aimerais enfin exprimer toute ma reconnaissance aux membres du conseil d'administration de l'IRPP. Sous la direction éclairée de sa présidente, Janice MacKinnon, le Conseil définit l'orientation stratégique de l'Institut et protège son indépendance.

Je me réjouis d'ores et déjà de contribuer en 2008 à l'amélioration des politiques publiques du pays en « encourageant la recherche, en mettant de l'avant de nouvelles perspectives et en suscitant des débats ». ■■



sécurité et démocratie

lors que le Parle-

ment canadien poursuit les objectifs potentiellement concordants de sécurité et de démocratie, ce programme de recherche de l'IRPP examine le rôle que peuvent jouer les lois et les institutions dans la mise en œuvre. Il s'intéresse aussi aux leçons à tirer des politiques antiterroristes actuelles à la lumière de l'expérience canadienne du terrorisme et des menaces à la sécurité de l'État.

L'Institut a tenu en septembre 2007 une conférence intitulée « Protecting Security and Human Rights: The Case of Migration in Canada », qui lui a permis d'approfondir les liens entre ses deux programmes de recherche Sécurité et démocratie et Diversité, immigration et intégration. L'événement a donné lieu à de riches échanges entre universitaires, hauts fonctionnaires et intervenants des deux domaines de la sécurité et des droits de la personne, qui ont rarement l'occasion d'échanger ouvertement leurs points de vue et leurs stratégies. On a dénombré parmi les participants plusieurs sous-ministres et un juge. Le conseiller national pour la sécurité du premier ministre figurait parmi les conférenciers, de même que M. Demetrios Papademetriou, du Migration Policy Institute basé à Washington D.C.

DIRECTEURS DE RECHERCHE : MEL CAPPE ET WESLEY WARK

Nous avons aussi publié une étude très pertinente de Kent Roach sur la capacité du Parlement, surtout lorsqu'il est dirigé par un gouvernement minoritaire, de réviser des lois complexes et délicates. Après examen du processus décisionnel à l'origine de la *Loi antiterroriste* et l'expiration de ses dispositions relatives aux arrestations préventives et aux audiences d'investigation, l'auteur en vient à la conclusion que la qualité de l'analyse et des débats au Parlement est beaucoup trop faible pour déterminer s'il est justifié de les renouveler. L'étude a fait l'objet d'une vaste couverture dans les médias imprimés nationaux et régionaux (et d'un texte d'opinion de l'auteur dans le *Globe and Mail*), l'IRPP ayant aussi mis en ligne un débat entre l'auteur et les directeurs du projet, Mel Cappe et Wesley Wark, qui a été écouté plusieurs centaines de fois et a suscité une forte réaction de la part de nombreux députés et de sénateurs.

Plusieurs études sont en cours dans le cadre de ce programme, notamment sur les thèmes suivants : responsabilisation, capacités du renseignement étranger, confidentialité, radicalisation et extrémisme, et défaillances du renseignement. ■

publication

« [Better Late than Never? The Canadian Parliamentary Review of the Anti-terrorism Act](#) »

Kent Roach
IRPP Choices, septembre 2007

événements

Conférence : « [Protecting Security and Human Rights: The Case of Migration in Canada](#) »
Les 20 et 21 septembre 2007, Ottawa

Déjeuner-causerie : « [Balancing Acts: Canadian Immigration Policy in Context](#) »

Demetrios Papademetriou
(Migration Policy Institute, Washington)
Le 21 septembre 2007, Ottawa

diversité, immigration et intégration



la suite du 11 septembre 2001, l'IRPP a entrepris un vaste programme de recherche sur la politique canadienne relative à l'immigration et aux réfugiés. Ce programme a d'abord privilégié l'enjeu de la souveraineté nationale dans les domaines de l'intégration économique, de la sécurité et des contrôles frontaliers, de même que la conciliation des objectifs économiques et humanitaires. Depuis, il s'est tourné vers l'examen des différents aspects de l'intégration économique et sociale des immigrants.

Cet élargissement de la portée de nos recherches est illustré par le nouveau titre de ce programme (Diversité, immigration et intégration), dirigé par Geneviève Bouchard. Outre les questions liées à l'intégration économique, l'Institut examinera certains des enjeux débattus lors de notre troisième conférence « L'art de l'État » sur la diversité et l'avenir du Canada, en ce qui a trait notamment aux défis politiques suscités par une diversité grandissante, la reconnaissance et la citoyenneté partagée.

Parue en mai 2007, l'étude de Naomi Alboim et Elizabeth Mclsaac sur le rôle du gouvernement fédéral dans l'intégration des immigrants a suscité un vif intérêt. Les auteurs y déplorent l'incohérence causée par la profusion des intervenants travaillant à différents aspects du problème et soutiennent qu'Ottawa doit se donner pour rôle d'améliorer la collaboration entre les acteurs des secteurs public et privé. En compagnie de hauts fonctionnaires de tous les ordres de gouvernement, les auteurs ont participé à titre de panélistes à des débats publics tenus à guichets fermés à Ottawa et à Toronto. Ces événements ont suscité une couverture médiatique pancanadienne, y compris une chronique diffusée nationalement de l'ancienne vice-première ministre Sheila Copps, pour qui l'étude « propose une analyse critique des défis auxquels sont confrontés les nouveaux arrivants ». Le lancement de l'étude a coïncidé avec la création du Bureau d'orientation relatif aux titres de compétences étrangers, qui figure parmi les mesures adoptées par Ottawa.

Nous avons publié une autre importante étude dans le cadre du débat suscité au Québec par la commission Bouchard-Taylor sur les « accommodements raisonnables ». Intitulée « L'intégration des immigrés sur le marché du travail à Montréal : politiques et enjeux », cette étude de Marie-Thérèse Chicha et Éric Charest remet fortement en cause l'efficacité des programmes de soutien visant à favoriser l'intégration des nouveaux arrivants au marché du travail montréalais. Les auteurs y recommandent notamment de créer un organisme de coordination indépendant et d'étendre la portée des programmes de stages et de préparation à l'emploi. Lancée plusieurs jours après l'annonce d'une série de mesures à cet effet dans le budget provincial de mars 2008, l'étude a retenu l'attention des grands médias montréalais, et ses conclusions ont été citées dans de nombreux reportages, textes d'opinion, chroniques et éditoriaux consacrés à l'analyse du budget. ■

DIRECTRICE DE RECHERCHE : **GENEVIÈVE BOUCHARD**

publications

« Making the Connections: Ottawa's Role in Immigrant Employment »

Naomi Alboim et Elizabeth Mclsaac
IRPP Choices, mai 2007

« Détérioration des salaires des nouveaux immigrants au Québec par rapport à l'Ontario et à la Colombie-Britannique »

Brahim Boudarbat et Maude Boulet
Choix IRPP, novembre 2007

« Religion-Based Alternative Dispute Resolution: A Challenge to Multiculturalism »

Marion Boyd
L'art de l'État III, chapitre, décembre 2007

« Diversité, appartenance et citoyenneté partagée »

Keith Banting, Thomas J. Courchene et F. Leslie Seidle
L'art de l'État III, conclusion, janvier 2008

« L'intégration des immigrés sur le marché du travail à Montréal : politiques et enjeux »

Marie-Thérèse Chicha et Éric Charest
Choix IRPP, mars 2008

événements

Déjeuner-causerie privé avec le Forum des politiques publiques pour des stagiaires d'études à l'étranger

Le 9 mai 2007, Montréal

Panel sur l'intégration des immigrants au marché du travail

Animateur : Steve Paikin (TV Ontario)

Présentateurs : [Naomi Alboim](#) (Université Queen's) et [Elizabeth Mclsaac](#) (Toronto Region Immigration Employment Council)

Commentateurs : Joan Andrew (ministère ontarien de la Citoyenneté et de l'Immigration), Les Linklater (CIC), Rosanna Scotti (Ville de Toronto) et Murray Coolican (anciennement de la Financière Manuvie)

Le 22 mai 2007, Toronto

Panel sur l'intégration des immigrants au marché du travail

Animateur : Gordon Thiessen (ancien gouverneur de la Banque du Canada)

Présentateurs : [Naomi Alboim](#) (Université Queen's) et [Elizabeth Mclsaac](#) (Toronto Region Immigration Employment Council)

Commentateurs : [Malcolm Brown](#) (CIC), [Karen Jackson](#) (RHDSC) et [Carole Gagnon](#) (Centraide et Embauche immigrants Ottawa)

Le 23 mai 2007, Ottawa

Working Lunch: «Le pluralisme et la société québécoise: le cas des immigrants et des Autochtones»

Présentateurs : Daniel Salée (Concordia University) and Annick Lenoir (Université de Sherbrooke)

May 26, 2007, Quebec City

Déjeuner-causerie : « Le pluralisme et la société québécoise : le cas des immigrants et des Autochtones »

Présentateurs : [Brahim Boudarbat](#), [Maude Boulet](#), [Marie-Thérèse Chicha](#) et [Éric Charest](#) (Université de Montréal)

Commentatrice : [France Pelletier](#) (Banque Nationale du Canada)

Le 10 décembre 2007, Montréal

Rencontre casse-croûte : « Détérioration des salaires des nouveaux immigrants au Québec par rapport à l'Ontario et à la Colombie-Britannique »

Organisé par le Centre Métropolis du Québec et l'IRPP
Présentateurs : Brahim Boudarbat et Maude Boulet (Université de Montréal)

Le 12 décembre 2007, Montréal



innovation et productivité

En tête de tous les facteurs de productivité, l'innovation découle de l'interaction complexe et souvent mal comprise entre la recherche-développement, l'éducation et l'investissement, entre plusieurs autres éléments. Ce projet dirigé par Jeremy Leonard a pour but d'examiner dans quelles voies orienter les efforts du Canada en matière d'innovation pour dynamiser la productivité du pays.

L'Institut a commandé en 2007-2008 plusieurs documents de recherche qui seront publiés au début du prochain exercice. Dans le premier d'entre eux, Donald McFetridge (Université Carleton) retracera sur plusieurs décennies l'historique des tentatives (et des échecs) du Canada visant à lier plus étroitement les investissements en sciences et technologie aux efforts d'innovation commerciale. Dans les autres études à paraître dans cette série, Jorge Niosi (Université du Québec à Montréal) analysera les obstacles au transfert technologique université-industrie et proposera des moyens de les surmonter, et James Brox (Université de Waterloo) étudiera l'incidence de nos investissements dans les infrastructures publiques sur la capacité de production des fabricants, de même que les récentes mesures gouvernementales en la matière. ■

DIRECTEUR DE RECHERCHE : **JEREMY LEONARD**

programme de priorités pour le Canada

L'Institut a publié *A Canadian Priorities Agenda: Policy Choices to Improve Economic and Social Well-Being* en octobre 2007 pour en faire coïncider la parution avec le discours du Trône. L'ouvrage marquait l'aboutissement d'un projet exceptionnel de deux ans visant à susciter un vaste débat public sur les priorités politiques du pays à moyen terme. Codirigé par Jeremy Leonard, France St-Hilaire et Christopher Ragan, le projet a privilégié une démarche différente de l'approche traditionnellement « cloisonnée » des discussions d'orientation en formulant des propositions relatives à de nombreux défis économiques et sociaux dans le cadre d'une rigoureuse méthodologie.

L'un des principaux objectifs du projet était de rassembler certains des meilleurs spécialistes du pays pour analyser ces enjeux et en débattre ouvertement. Quelque 45 experts éminemment qualifiés ont accepté de participer à l'exercice : les *programmeurs* nous ont aidés à déterminer huit défis stratégiques prioritaires, les *analystes* ont formulé des recommandations, les *critiques* ont évalué les mesures recommandées et les *juges* devaient étudier les données et les arguments à l'appui des différentes propositions pour en tirer un ensemble de politiques d'action. Chacun de ces experts avait une longue expérience de l'analyse des politiques publiques canadiennes, la plupart ayant travaillé au sein de l'État ou conseillé les gouvernements au plus haut niveau. >>

publications

« Canadian Policies for Deep Greenhouse Gas Reductions »

Mark Jaccard et Nic Rivers, avec commentaires de Christopher Green et de James Meadowcroft
Chapitre prédiffusé, mai 2007

« Canadian Engagement in the Global Economy »

Michael Hart, avec commentaires de Jonathan T. Fried et de Keith Head
Chapitre prédiffusé, août 2007

« Une feuille de route pour le Canada »

Alain Dubuc
Traduction de « Drawing a Policy Road Map for Canada »
Policy Options, décembre-janvier 2007

A Canadian Priorities Agenda: Policy Choices to Improve Economic and Social Well-Being

Jeremy Leonard, Christopher Ragan et France St-Hilaire (directeurs de publication)
Monographie, octobre 2007

Contenu :

Partie I : Les défis politiques

Capital humain
« Investing in Human Capital: Policy Priorities for Canada »
W. Craig Riddell
Commentaires de Serge Coulombe et de Jane Gaskell

Changements climatiques
« Canadian Policies for Deep Greenhouse Gas Reductions »
Mark Jaccard et Nic Rivers
Commentaires de Christopher Green et de James Meadowcroft

Capital naturel
« Securing Natural Capital and Ecological Goods and Services for Canada »
Nancy Olewiler
Commentaires de Wiktor Adamowicz et de Peter A. Victor

Viellissement démographique
« Some Economic and Social Consequences of Population Aging »
David K. Foot
Commentaires de Peter Hicks et de Susan A. McDaniel

Sécurité économique
« A Better Income Security System for All Canadians »
Jean-Yves Duclos
Commentaires de David A. Green, et de Kathy O'Hara et Allen Sutherland

Santé et bien-être
« Improving Health Outcomes in Canada »
Robert Evans, Clyde Hertzman et Steve Morgan
Commentaires de Raisa Deber et de Dennis Raphael

Productivité
« Three Policies to Increase Productivity Growth in Canada »
Andrew Sharpe
Commentaires de Don Drummond et de Richard G. Harris

Commerce et mondialisation
« Canadian Engagement in the Global Economy »
Michael Hart
Commentaires de Jonathan T. Fried et de Keith Head

Partie II : Choix politiques

« Rising to the Challenges of Economic Transformation »
Wendy Dobson

« Drawing a Policy Road Map for Canada »
Alain Dubuc

« Choosing Policies to Build and Sustain Well-Being »
John F. Helliwell

« Navigating the Shoals: The Search for Canadian Policy Solutions »
Richard G. Lipsey

« Policy Priorities for Canada: Making Choices »
Carolyn Hughes Tuohy

« Think Small and Do No Harm »
William Watson

Partie III : Répercussions

« Epilogue: Some Reflections on the Judges' Policy Choices »
Jeremy Leonard, Christopher Ragan et France St-Hilaire

programme de priorités pour le canada



DIRECTEURS DE RECHERCHE : **JEREMY LEONARD, CHRISTOPHER RAGAN ET FRANCE ST-HILAIRE**

Pour préparer le lancement de l'ouvrage, deux de ses chapitres ont été publiés sous forme d'ébauche en des moments chauds de l'actualité. En mai 2007, l'Institut a ainsi prédiffusé le chapitre de Mark Jaccard et Nic Rivers intitulé « Canadian Policies for Deep Greenhouse Gas Reductions » alors que le gouvernement conservateur rendait publiques ses propositions en matière de changements climatiques. Et en août 2007, nous avons publié le chapitre de Michael Hart intitulé « Canadian Engagement in the Global Economy » dans la foulée de la rencontre du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité, tenue à Montebello, au Québec.

Le lancement du Programme de priorités pour le Canada a fait l'objet d'une intense promotion englobant des événements publics dans tout le pays, la publication de textes d'opinion et des rencontres avec de nombreux décideurs. En octobre 2007, le lancement à Ottawa a donné lieu à plusieurs entretiens privés avec des hauts fonctionnaires et autres décideurs de haut niveau, puis à des événements publics à Toronto, à Montréal et à Vancouver. Dans cette dernière ville, nous avons mis l'accent sur l'interdépendance des défis liés aux changements climatiques et à la protection du capital naturel, à l'occasion d'un événement tenu sitôt après que le gouvernement de la Colombie-Britannique eut déposé un budget prévoyant une taxe sur le carbone. Pas moins de 11 textes d'opinion, éditoriaux et chroniques ont été consacrés aux différents aspects du projet dans des journaux de tout le pays.

Plusieurs écoles d'administration publique se sont aussi intéressées au projet, certaines ayant même fondé sur notre ouvrage des séminaires d'études supérieures au cours desquels les étudiants endosseront un rôle analogue à celui des juges de notre processus. ■

événements

Déjeuner-causerie (lancement de livre) : A Canadian Priorities Agenda: Policy Choices for Improved Economic and Social Well-Being
Jeremy Leonard (IRPP), Christopher Ragan (Université McGill) et France St-Hilaire (IRPP)
Le 13 novembre 2007, Ottawa

Déjeuner-causerie : A Canadian Priorities Agenda: Policy Choices for Improved Economic and Social Well-Being
Alain Dubuc (La Presse), William Watson (Université McGill), Jeremy Leonard (IRPP), France St-Hilaire (IRPP)
Le 19 novembre 2007, Montréal

Déjeuner-causerie : A Canadian Priorities Agenda: Policy Choices for Improved Economic and Social Well-Being
Wendy Dobson (Rotman School of Management) et Carolyn Tuohy (Université de Toronto)
Le 22 janvier 2008, Toronto

Table ronde : « A Canadian Priorities Agenda: Policy Choices to Address Climate Change and Environmental Protection »
Animateur : Christopher Ragan (Université McGill)
Présentateurs : Nic Rivers (Université Simon Fraser) et Nancy Olewiler (Université Simon Fraser)
Commentateurs : Jock Finlayson (Business Council of BC), Brian Bawtinheimer (ministre de l'Environnement de la Colombie-Britannique), Graham Whitmarsh (BC Climate Action Secretariat) et Carmen Turner (Teck Cominco Limited)
Le 25 février 2008, Vancouver

présentations et rencontres

Présentation à l'assemblée annuelle de la Fédération des communautés francophones et acadiennes
Jeremy Leonard
Le 22 février 2008, Ottawa

Participation à la conférence de l'École de la fonction publique du Canada : « Policy in Practice »
Jeremy Leonard
Le 25 février 2008, Ottawa

Discours principal à la conférence conjointe de la Ottawa Economics Association et de la Canadian Association for Business Economics
Mel Cappe
Le 17 mars 2008, Ottawa

qualité de vie des autochtones



Depuis son lancement en 2006, l'un des premiers objectifs du programme de recherche Qualité de vie des Autochtones est de documenter et d'analyser les approches innovantes d'amélioration des conditions de vie et de la vie communautaire des peuples autochtones du pays. Chaque étude du programme traite d'un secteur politique précis, et nous avons demandé aux auteurs d'évaluer l'incidence des innovations recensées afin d'en tirer les leçons à l'intention des décideurs et des chercheurs.

Dans le cadre de ce programme, l'IRPP a publié cette année deux études, dont la première, d'Isobel Findlay et de Wanda Wuttunee, porte sur le développement économique communautaire des femmes. S'appuyant sur l'étude de cas de trois initiatives fructueuses, les auteures proposent de restructurer le processus décisionnel des politiques et programmes en vue de reconnaître et de mettre à profit les retombées du travail des femmes autochtones. Elles soulignent aussi l'importance de respecter les valeurs culturelles qui fondent les entreprises gérées par des Autochtones. Depuis sa publication, l'étude a été téléchargée plus de 2 000 fois.

De leur côté, Bruce Minore et Mae Katt ont examiné les progrès de l'autodétermination des Autochtones dans le domaine de la santé, en mettant l'accent sur l'expérience des équipes communautaires de gestion de crise de la nation Nishnawbe-aski du nord de l'Ontario. Les auteurs notent effectivement certains progrès, mais ils estiment que les processus de standardisation menés à l'échelle de la province ont entravé une autonomie locale jugée indispensable à l'application de tels programmes communautaires. Ces conclusions de l'étude ont été présentées à maintes reprises lors d'entrevues radiophoniques, diffusées dans tout le nord de l'Ontario, avec les auteurs et le directeur de projet, Leslie Seidle. ■

publications

« **Aboriginal Women's
Community Economic
Development: Measuring and
Promoting Success** »

Isobel M. Findlay (Université de la Saskatchewan) et Wanda Wuttunee (Université du Manitoba)
IRPP Choices, août 2007

« **Aboriginal Health Care in
Northern Ontario: Impacts of
Self-Determination and Culture** »

Bruce Minore et Mae Katt (tous deux du Centre for Rural and Northern Health Research, Université Lakehead)
IRPP Choices, octobre 2007

DIRECTEUR DE RECHERCHE : **LESLIE SEIDLE**



investir dans nos enfants



publication

« [Ensuring the Best Start in Life: Targeting versus Universality in Early Childhood Development](#) »

Gillian Doherty

IRPP Choices, décembre 2007

événements

Conférence : « Is the Class Half Empty? Using Administrative Data to Gain a Population-Based Perspective on Socioeconomic Status and Educational Outcomes »

En collaboration avec le Centre de recherche Léa-Roback sur les inégalités sociales de santé de Montréal

Marni Brownell (Université du Manitoba)

Le 3 avril 2007, Montréal

Déjeuner-causerie : « Measuring Up: Alberta Family Policy Present and Future »

Présentateur : [Paul Kershaw](#) (Université de la Colombie-Britannique)

Commentateurs : [Joseph P. Hornick](#) (Canadian Research Institute for Law and the Family) et [Lois Harder](#) (Université de l'Alberta)

Le 13 juin 2007, Edmonton

Déjeuner-causerie : « Measuring Up: BC Family Policy Present and Future »

Présentateur : Paul Kershaw (Université de la Colombie-Britannique)

Commentateur : Kevin Milligan (Université de la Colombie-Britannique)

Le 14 juin 2007, Vancouver

Le programme traite des enjeux liés à la politique familiale dans la perspective d'un investissement durable dans le capital humain et sur la base d'études empiriques et analytiques des forces et faiblesses de nos politiques actuelles.

Cette année, nous avons centré notre attention sur le débat de longue date entourant les avantages et inconvénients d'une approche ciblée du développement de la petite enfance par rapport à une approche universelle, à la fois dans le cadre du programme lui-même et de notre Programme de priorités pour le Canada.

Nous avons publié en décembre 2007 l'étude « [Ensuring the Best Start in Life: Targeting vs. Universality in Early Childhood Development](#) », de Gillian Doherty, qui examine 13 initiatives visant à favoriser le développement des enfants vulnérables et à les préparer à une vie saine et productive. L'auteure y soutient que les politiques ciblées du Canada sont moins efficaces qu'elles ne le devraient, essentiellement parce que les enfants vulnérables proviennent en fait de tous les groupes socioéconomiques, et plaide donc en faveur d'une approche universelle de l'éducation de la petite enfance. Dans sa chronique du *Toronto Star*, Carol Goar a fait référence à cette étude dans un article sur les désavantages des programmes de développement de l'enfant liés aux ressources, qui a été reproduit dans de nombreux autres journaux. L'étude elle-même a été téléchargée plus de 10 000 fois en trois mois.

Plusieurs événements liés à des études déjà publiées ont en outre contribué au plus haut niveau au débat sur notre politique familiale. L'Institut a ainsi tenu deux déjeuners-causeries dans l'Ouest, soit à Edmonton et à Vancouver, au cours desquels l'auteur de notre étude Paul Kershaw a examiné l'ensemble des prestations familiales de l'Alberta et de la Colombie-Britannique et l'a comparé aux aides fédérales et provinciales dans les autres provinces canadiennes et à l'étranger. Plusieurs sous-ministres et députés ont assisté à ces rencontres.

Outre ces activités publiques, la directrice de recherche Sarah Fortin a rencontré en privé plusieurs décideurs de haut rang, y compris le porte-parole de l'opposition à l'Assemblée nationale du Québec en matière de politique familiale et les sous-ministres de ministères fédéraux responsables de ce secteur. ■

défis du vieillissement



L'ancé en 2007 sous la direction de Sarah Fortin, Défis du vieillissement est un nouveau programme de recherche axé sur quatre principaux thèmes : les décisions liées à la retraite et la participation au marché du travail ; la privatisation des risques en matière de revenus, de santé et de services sociaux ; les répercussions sur la fonction publique et l'union sociale ; et les enjeux liés à la fin de la vie. Il vise à contribuer au débat public et à renforcer les politiques publiques en examinant tant les moyens (fiscalité, services, transferts, réglementations) que les fins (équité, efficacité, mieux-être). Il adoptera une approche comparative et une perspective de cycle de vie et s'intéressera aux répercussions intergénérationnelles du vieillissement, tant du point de vue individuel et familial (soins prodigués par les enfants et les petits-enfants, accumulation des ressources et soutien entre générations) que sous l'angle public (choix en matière de dépenses, et de programmes destinés aux citoyens plus âgés et plus jeunes).

Pour contribuer aux possibles orientations de la recherche sur la participation au marché du travail, l'IRPP a tenu une table ronde d'experts sur les enjeux et les défis auxquels font face les travailleurs âgés qui, lorsqu'ils souhaitent continuer de travailler, sont souvent confrontés à des obstacles comme la dissuasion économique ou la discrimination. L'événement a rassemblé 25 des plus éminents spécialistes du secteur, et le procès-verbal rendu de son rapporteur a été publié sur le site de l'Institut. ■

DIRECTRICE DE RECHERCHE : SARAH FORTIN

publication

Table ronde du Groupe d'experts sur les travailleurs âgés : compte rendu des discussions

Préparé par Jeremy Leonard et Jean-Simon Farrah
Compte rendu, juin 2007

événement

Table ronde d'experts sur les travailleurs âgés
Le 23 mai 2007, Montréal



L'art de l'état IV

La série des conférences biennales « L'art de l'État » a été lancée en 2001 en vue d'étudier les enjeux stratégiques à moyen et à long terme touchant des questions à la fois multidimensionnelles et multidisciplinaires, cela afin de produire de nouvelles recherches et analyses et de proposer des choix de gouvernance. Tenue en octobre 2007 au Château Montebello, à Montebello (Québec), la quatrième édition a examiné les défis de gouvernance particuliers au Nord canadien.

Faisant depuis longtemps figure de « dernière frontière » dans l'imaginaire canadien, le Nord s'impose de plus en plus comme un point d'intérêt clé en matière de politiques publiques. Les changements climatiques, qui ont une incidence majeure sur l'environnement et le mode de vie de la région, mettent en relief l'urgence d'adopter des mesures pour en freiner la progression et faciliter l'adaptation à des conditions incertaines. De son côté, l'actualité internationale a également mis en évidence la nécessité de protéger la souveraineté du Canada dans les régions arctiques qui lui appartiennent.

Généreusement parrainée par la Fondation Walter and Duncan Gordon, l'Association canadienne des producteurs pétroliers, les gouvernements des Territoires du Nord-Ouest, du Nunavut et du Yukon, le gouvernement du Québec, le ministère canadien des Affaires étrangères et du Commerce international et le ministère canadien des Affaires indiennes et du Nord, la conférence était structurée selon les thèmes suivants :

- Le Canada et le monde circumpolaire – les dimensions de l'environnement, des sciences, de la politique étrangère et de la gouvernance ;
- Gouvernance publique, des Premières Nations et des Inuits ;

événement

Conférence : « Northern Exposure »
Les 25, 26 et 27 octobre 2007, Montebello

- Développement d'entreprises du Nord – développement durable, économique et communautaire ;
- Soutien à la population – éducation et capital humain ;
- La politique du Nord de demain.

La conférence a été particulièrement réussie au chapitre de la participation et de l'engagement des habitants du Nord. Elle a rassemblé un premier ministre, quatre anciens premiers ministres et deux anciens secrétaires de cabinet des territoires, plusieurs hauts fonctionnaires fédéraux ainsi que d'éminents scientifiques, universitaires et représentants d'ONG, de groupes autochtones et du monde des affaires. C'est la candidate au prix Nobel de la paix, Sheila Watt-Cloutier, qui a prononcé le stimulant discours principal. Et en séance d'ouverture, tous les participants ont apprécié la présentation de six jeunes leaders du Nord qui ont décrit l'avenir auquel ils aspirent.

Peu après la conférence, l'Institut a mis en ligne le [discours de Sheila Watt-Cloutier](#) et les [présentations des jeunes](#), qui ont été téléchargés plus de 500 fois.

Une monographie des travaux du congrès est en préparation sous la direction de Frances Abele (Université Carleton), Thomas Courchene (Université Queen's et IRPP), France St-Hilaire et Leslie Seidle. Sa publication est prévue début 2009. ■

publications

« The Paradox of Compulsory Voting: Participation Does Not Equal Political Knowledge »

Henry Milner, Peter John Loewen
et Bruce M. Hicks
IRPP Policy Matters, novembre
2007

« Political Knowledge and Participation Among Young Canadians and Americans »

Henry Milner
Document de travail, novembre
2007

événement

Séance de congrès : « Political Knowledge and Participation Among Young Canadians and Young Americans »

Présentateur : Henry Milner
(Université de Montréal)
Commentateurs : Michael Adams
(Environics) et Philip Resnick
(Université de la Colombie-
Britannique)
Toronto Biennial Conference,
Association for Canadian Studies
in the United States
Le 15 novembre 2007, Toronto



renforcer la démocratie canadienne

Lancé en 2000, le programme de recherche Renforcer la démocratie canadienne a contribué à étayer et à guider plusieurs des réformes apportées aux institutions démocratiques du pays. La directrice du projet, Geneviève Bouchard, a coordonné la publication d'au-delà de 20 études décisives sur la démocratie, la participation et la représentation.

Les travaux récents ont été centrés sur le désengagement des électeurs, notamment sur le recul de la participation électorale de la jeunesse. En novembre 2007, l'Institut a publié une étude de Henry Milner, Peter Loewen et Bruce Hicks sur l'effet des lois qui rendent le vote obligatoire. D'après une enquête menée auprès des cégépiens québécois, les auteurs y estiment que la participation des jeunes électeurs progresserait sûrement si on les obligeait à voter, mais qu'on n'accroîtrait sans doute pas leur intérêt pour les affaires publiques. Ils ont présenté leurs conclusions à la conférence biennale de l'Association for Canadian Studies in the United States, tenue à Toronto.

DIRECTRICE DE RECHERCHE : **GENEVIÈVE BOUCHARD**

Peu après, l'IRPP a publié une étude complémentaire de Henry Milner, où il compare la culture politique de la jeunesse canadienne, américaine et européenne. Se fondant sur l'analyse de données d'enquêtes, il conclut à une culture politique légèrement supérieure des jeunes Canadiens par rapport aux jeunes Américains, mais nettement inférieure à celle des jeunes Européens. Entre autres mesures, il propose d'examiner attentivement les programmes d'éducation civique mis en œuvre dans certains pays d'Europe. Cette étude a suscité un intérêt considérable, comme en témoignent les entrevues radiophoniques données par l'auteur à Edmonton, à Calgary, à Toronto et à Cornwall, de même que des reportages étoffés dans le *National Post* et plusieurs autres quotidiens du pays. ■

publication

« Global Futures for Canada's Global Cities »

Thomas J. Courchene
IRPP Policy Matters, juin 2007

événement

Déjeuner-causerie : « Global Futures for Canada's Global Cities »

Présentateur : Thomas J. Courchene (Université Queen's et IRPP)

Commentateur : Joe Berridge (Urban Strategies inc.)

Le 1er octobre 2007, Toronto

fédéralisme canadien

G

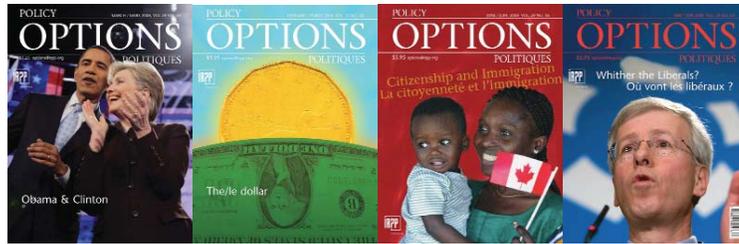
âce à plus de 25 publications en cinq ans sur différents aspects de la fédération canadienne, l'IRPP fait aujourd'hui autorité sur les questions épineuses et complexes qui ont marqué son évolution. L'Institut s'est concentré cette année sur l'importance économique et sociale croissante des grandes villes du pays, comme l'indique la parution en juin 2007 de « Global Futures for Canada's Global Cities ». Cette étude du chercheur principal invité de l'IRPP, Thomas J. Courchene, soutient qu'en raison de leurs pouvoirs constitutionnels limités en matière de finances publiques et de fiscalité, les municipalités du pays se trouvent à la merci des autres ordres de gouvernement et désavantagées par rapport aux villes américaines et européennes. Résultat, elles ne disposent pas de ressources financières suffisantes pour investir dans leur transformation en moteurs économiques régionaux.

DIRECTRICE DE RECHERCHE : **FRANCE ST-HILAIRE**



Cette étude a suscité un intérêt considérable dans la presse écrite, donnant lieu à huit éditoriaux et chroniques dans le *Globe and Mail* et des quotidiens de Vancouver, de Windsor, d'Ottawa et du Nouveau-Brunswick.

Sur ce même thème, l'IRPP a organisé en octobre 2007 un déjeuner-causerie tenu à Toronto à guichets fermés, au cours duquel Thomas Courchene et Joe Berridge, de Urban Strategies, ont analysé les défis que doit relever Toronto en tant que premier centre économique régional du Canada. Ont également assisté à la rencontre plusieurs conseillers municipaux de Toronto et des cadres dirigeants d'administrations municipales. ■



options politiques

événements

Déjeuner-causerie : « The Implications of the 2007 Quebec Election »

Presentateurs : [L. Ian MacDonald](#) (rédacteur en chef, *Options politiques*), [Éric Montpetit](#) (Université de Montréal) et [Robin Sears](#) (Navigator Ltd.)
Le 2 mai 2007, Toronto

Déjeuner-causerie : « Au-delà des accommodements raisonnables : les défis des sociétés d'accueil, ici et ailleurs »

Animateur : [L. Ian MacDonald](#) (rédacteur en chef, *Options politiques*)
Présentateurs : [Jean Renaud](#) (Université de Montréal) et [Valérie Amiraux](#) (Université de Montréal)
Le 25 septembre 2007, Montréal

Options politiques a continué d'exercer une grande influence sur la vie politique canadienne et l'élaboration des politiques publiques. Parmi les thèmes mensuels de l'année financière 2007-2008, citons les élections provinciales au Québec et en Ontario, qui ont fait l'objet d'une couverture exhaustive, le 20^e anniversaire de l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis, auquel était consacré un numéro spécial, et le sondage annuel sur « L'humeur du Canada » – qui sera désormais le thème de chaque numéro de décembre/janvier – réalisé en exclusivité pour la revue par Nik Nanos de la maison Nanos Research à Ottawa. Selon ce sondage, les Canadiens estiment que le pays est sur la bonne voie tout en restant préoccupés par sa performance économique. Nik Nanos compte désormais parmi les neuf collaborateurs spécialisés de la revue, groupe comprenant aussi Robin Sears, Thomas Courchene, David Herle, Marie Bernard-Meurier, Graham Fox et Alain Noël.

Le grand format d'*Options politiques* permet à nos collaborateurs d'approfondir leurs idées et arguments dans des articles qui trouvent souvent écho dans les médias d'information et le milieu des politiques publiques. C'est ainsi que [John Manley](#), qui avait signé un important article sur l'Afghanistan en octobre 2007, a été nommé sitôt après directeur du Groupe d'experts indépendant sur le rôle futur du Canada en Afghanistan.

La pertinence et l'à-propos des articles de la revue ont donné lieu cette année à 20 textes d'opinion dans les journaux francophones et anglophones du pays. Le *National Post* a même publié une série de textes d'opinion tiré du numéro d'octobre 2007 sur le 20^e anniversaire de l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis. Le populaire sondage sur « L'humeur du Canada » a pour sa part fait l'objet de 14 articles publiés dans tout le pays. Deux autres sondages d'*Options politiques*, l'un sur les accommodements raisonnables et l'autre sur la perception du libre-échange, ont de surcroît fait la une de médias nationaux des deux langues.

Le rédacteur en chef de la revue, L. Ian MacDonald, jouit d'un accès considérable aux dirigeants du pays, ce qui lui a permis d'obtenir un entretien exclusif avec le [premier ministre Stephen Harper](#) en février 2008 (pour une troisième année consécutive) et un avec le chef libéral [Stéphane Dion](#) en juin 2007. Des extraits de chaque entretien ont paru dans la presse écrite du pays.

Le nombre de nos cyberlecteurs reste toujours impressionnant, comme l'indique une moyenne mensuelle de près de 50 000 téléchargements PDF d'articles courants et archivés. Annuellement, on dénombre aujourd'hui plus d'un demi-million de téléchargements d'articles d'*Options politiques* à partir du site de l'Institut (www.irpp.org).

Le rédacteur en chef L. Ian MacDonald remercie l'équipe exceptionnelle de la revue, dirigée par sa rédactrice en chef adjointe, Sarah Fortin, et regroupant la coordonnatrice à la production, Chantal Létourneau, la coordonnatrice à la rédaction, Francesca Worrall, la correctrice d'épreuves, Barbara Czarnecki, le traducteur, Michel Beauchamp ainsi que Jenny Schumacher, qui conçoit avec brio le graphisme des pages couvertures. Grâce aux efforts de tous et de toutes, nul doute que nous connaissons une autre année record. ■

rapport du comité de placements

fin de l'exercice	31/3/08	31/3/07	31/3/06	31/3/05
rendement annuel				
Beutel Goodman	-4,2 %	8,6 %	11,1 %	6,9 %
Benchmark	0,4 %	9,4 %	13,0 %	6,3 %
McLean Budden	-1,3 %	9,6 %	10,7 %	n/a
rendement sur 4 ans (annualisé)				
Beutel Goodman	5,4 %	8,6 %	7,2 %	6,1 %
Benchmark	7,1 %	9,3 %	6,0 %	5,0 %
McLean Budden	n/a	n/a	n/a	n/a

	McLean 31/03/08	Budden 31/03/07	Beutel 31/03/08	Goodman 31/03/07
valeur marchande	18 036 101 \$	19 450 041 \$	20 597 595 \$	22 708 788 \$
composition de l'actif				
Espèces et valeurs assimilables	5,8 %	4,1 %	2,2 %	1,6 %
Revenu fixe	45,6 %	47,2 %	42,3 %	37,2 %
Actions canadiennes	22,7 %	21,2 %	30,1 %	30,6 %
Actions américaines	13,1 %	13,2 %	14,8 %	19,5 %
Actions étrangères	12,8 %	14,3 %	10,6 %	11,1 %
Actions totales	48,6 %	48,7 %	55,5 %	61,2 %

Le Fonds de dotation de l'IRPP a pour objectif de soutenir les travaux de l'Institut. Le Comité de placements vise à maintenir la valeur réelle du Fonds après inflation, de façon qu'il produise les revenus nécessaires à nos activités futures. C'est pourquoi le conseil d'administration a décidé de retirer chaque année une somme égale à 5 p.100 de la valeur trisannuelle moyenne du fonds plutôt que de récupérer les revenus réels qu'il génère. En privilégiant une moyenne trisannuelle, on atténue l'impact des changements du marché tout en améliorant la prévisibilité. En vertu de cette formule, la somme du Fonds de dotation dont nous avons disposé pour l'exercice 2007-8 s'est élevée à 2 052 567 \$, en baisse d'environ 359 253 \$ par rapport au transfert de l'année précédente. Les gains en capital (228 586 \$) ainsi que les dividendes et intérêts (1 845 107 \$) ont totalisé 2 073 693 \$.

Il y a plusieurs années, le Comité de placements avait établi une série de points de référence pour évaluer le rendement des gestionnaires de fonds. Depuis, il effectue à chaque trimestre l'examen de ce rendement pour s'assurer du respect de ces points de référence.

En 1999, le Comité de placements a décidé de répartir le Fonds de dotation en deux parts égales. C'est ainsi que la société Beutel, Goodman and Company Ltd s'est jointe à Knight, Bain, Seath and Holbrook Capital Management (KBSH), qui gérait le Fonds depuis 1989. Puis, en 2004, le Comité a décidé de remplacer KBSH par la société McLean Budden Investment Managers.

En 2006, le Comité a entrepris l'examen des options qui lui permettraient d'accroître la valeur du Fonds afin de générer un meilleur rendement pour les activités de l'IRPP sans compromettre la capacité du Fonds de subvenir aux besoins de l'Institut pour les années à venir. Le Comité a mené à bien ce processus au printemps 2008 et a présenté une recommandation au Comité exécutif du Conseil en mai 2008.

Le tableau ci-dessous illustre, par rapport aux points de référence susmentionnés, la performance de nos gestionnaires pour l'année écoulée et, le cas échéant, pour les quatre dernières années. ■

Aux administrateurs de Institut de recherche
en politiques publiques

N

ous avons vérifié le bilan d'Institut de recherche en politiques publiques au 31 mars 2008 et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'organisme. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 mars 2008 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la Partie II de la Loi sur les corporations "canadiennes, nous déclarons qu'à notre avis ces principes ont été appliqués de la" même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Comptables agréés
Montréal, le 14 mai 2008



Raymond Chabot Grant Thornton LLP
Suite 2000
National Bank Tower
600, de la Gauchetière Street Ouest
Montréal, Québec H3B 4L8

Telephone: 514-878-2691
Fax: 514-878-2127
www.rcgt.com

résultats

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2008 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	2008	2007
produits		
	2 095	2 241
Revenus nets de placements (notes 4 et 6)	(1 160)	2 095
Autres produits		
Magazine <i>Options politiques</i>	35	25
Autres publications	33	26
Publicité	143	133
Autres (incluant des apports de 183 \$; 35 \$ en 2007)	197	48
	408	232
charges		
Frais généraux de recherche et de soutien	1 902	1 976
Magazine <i>Options politiques</i>	381	344
Autres publications	169	115
Frais de gestion de portefeuille et de transaction	207	212
Intérêts	6	5
Amortissement des immobilisations	14	45
	2 679	2 697
Insuffisance des produits par rapport aux charges avant revenus nets de placements	(2 271)	(2 465)
Insuffisance des produits par rapport aux charges	(3 431)	(370)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

evolution des actifs nets

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2008 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	Affectés au financement des activités de fonctionnement (note 5)	Investis en immobi- lisations	2008		2007
			Non affectés	Total	Total
actifs nets au début					
Solde déjà établi	34 963	36	264	35 263	35 633
Modification comptable (note 2)			6 908	6 908	
Solde redressé	34 963	36	7 172	42 171	35 633
Insuffisance des produits par rapport aux charges		(14)	(3 417)	(3 431)	(370)
Investissements en immobilisations		3	(3)		
Virement (note 6)	3 488		(3 488)		
Actifs nets (négatifs) à la fin	38 451	25	264	38 740	35 263

flux de trésorerie

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2008 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	2008	2007
activités de fonctionnement		
Insuffisance des produits par rapport aux charges	(3 431)	(370)
Éléments hors caisse		
Perte (gain) sur la cession de bons du Trésor	14	(3)
Gain sur la cession de placements	(242)	(298)
Produits de placements réinvestis	(3)	(183)
Revenus de placements non matérialisés	3 234	
Amortissement des immobilisations	14	45
Variations d'éléments du fonds de roulement (note 7)	(211)	(222)
Sorties nettes de fonds	(625)	(1 031)
activités de financement et d'investissement		
Emprunt bancaire	(23)	23
Bons du Trésor	(584)	(409)
Cession de bons du Trésor	721	258
Placements	(13 739)	(12 825)
Cession de placements	14 292	13 902
Immobilisations	(3)	(22)
Rentrées nettes de fonds	664	927
augmentation (diminution) de l'encaisse	39	(104)
Découvert bancaire au début	(108)	(4)
Découvert bancaire à la fin	(69)	(108)

bilan

AU 31 MARS 2008 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	2008	2007
actif		
Actif à court terme		
Bons du Trésor, 3,292 % (3,96 % et 4,11 % en 2007), échéant en juin 2008	75	223
Débiteurs (note 8)	647	216
Frais payés d'avance	30	26
	752	465
Placements (note 9)	38 458	35 095
Immobilisations (note 10)	25	36
	39 235	35 596
passif		
Passif à court terme		
Emprunt bancaire (note 11)		23
Découvert bancaire	69	108
Comptes fournisseurs et charges à payer	307	95
Produits d'abonnement et de publicité perçus par anticipation	33	21
Apports reportés (note 12)	86	86
	495	333
actifs nets		
Affectés au financement des activités de fonctionnement	38 451	34 963
Investis en immobilisations	25	36
Non affectés	264	264
	38 740	35 263
	39 235	35 596

1. statuts et objectif de l'organisme

L'Institut de recherche en politiques publiques est constitué en vertu de la Partie II de la Loi sur les corporations canadiennes. Il a pour mission de favoriser le développement de la pensée politique au Canada en mettant de l'avant de nouvelles perspectives et en suscitant des débats qui contribueront au processus décisionnel en matière de politiques publiques et qui hausseront la qualité des décisions que prennent les gouvernements, les citoyens, les institutions et les organismes canadiens. Il est un organisme de bienfaisance enregistré au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

2. modifications comptables

Le 1er avril 2007, conformément aux dispositions transitoires applicables, l'organisme a appliqué les recommandations du nouveau chapitre 1506, « Modifications comptables », du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). Ce nouveau chapitre, entrant en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2007, établit les critères de changement de méthodes comptables ainsi que le traitement comptable et l'information à fournir relative aux changements de méthodes comptables, aux changements d'estimations comptables et aux corrections d'erreurs. De plus, la nouvelle norme exige la communication des nouvelles sources premières de principes comptables généralement reconnus, publiés mais non encore entrés en vigueur ou non encore adoptés par l'organisme. La nouvelle norme n'a pas d'incidence sur les résultats financiers de l'organisme.

Le 1er avril 2007, conformément aux dispositions transitoires applicables, l'organisme a adopté les nouvelles recommandations des chapitres 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », et 3861, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation », du Manuel de l'ICCA. Les chapitres 3855 et 3861 traitent de la comptabilisation, de l'évaluation, de la présentation et des informations à fournir à l'égard des instruments financiers et des dérivés non financiers dans les états financiers. Les dispositions transitoires de ces chapitres exigent que l'organisme réévalue les actifs et les passifs financiers, le cas échéant, à l'ouverture de son exercice. Tout ajustement de la valeur comptable antérieure est comptabilisé rétrospectivement sans retraitement des états financiers des exercices antérieurs.

L'adoption de ces nouvelles recommandations a eu les effets suivants sur le classement et l'évaluation des instruments financiers de l'organisme, qui étaient antérieurement comptabilisés au coût :

- Les bons du Trésor et les placements sont désignés par l'organisme comme étant détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués à la juste valeur et les variations de la juste valeur sont comptabilisées à l'état des résultats. Cette modification a entraîné une diminution des revenus nets de placements de 3 234 \$, une augmentation de l'insuffisance des produits par rapport aux charges de 3 234 \$, une augmentation du solde d'ouverture des actifs nets de 6 908 \$ et une augmentation des placements et du solde à la fin des actifs nets de 3 674 \$ au 31 mars 2008.
- Les débiteurs sont classés comme prêts et créances. Ils sont évalués au coût après amortissement, lequel correspond généralement au montant comptabilisé initialement moins toute provision pour créances douteuses. Cette modification n'a eu aucun effet sur les états financiers au 31 mars 2008;
- L'emprunt bancaire, le découvert bancaire et les comptes fournisseurs et charges à payer sont classés comme autres passifs financiers. Ils sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Cette modification n'a eu aucun effet sur les états financiers au 31 mars 2008.

L'organisme n'a identifié aucun dérivé incorporé au moment de la mise en application de ces chapitres.

Normes comptables futures

En décembre 2006, l'ICCA a publié une nouvelle norme comptable, soit le chapitre 1535, « Informations à fournir concernant le capital ». Le nouveau chapitre établit des normes pour la divulgation d'informations sur le capital de l'organisme et la façon dont il est géré. Cette nouvelle norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er octobre 2007 et l'organisme la mettra en application à compter du 1er avril 2008. La nouvelle norme comptable couvre seulement les informations à fournir et n'aura pas d'incidence sur les résultats financiers de l'organisme.

En décembre 2006, l'ICCA a publié les nouveaux chapitres 3862, « Instruments financiers – informations à fournir », et 3863, « Instruments financiers – présentation », qui traitent de la présentation et des informations à fournir à l'égard des instruments financiers et des dérivés non financiers. Ces nouvelles normes entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er octobre 2007 et l'organisme les mettra en application à compter du 1er avril 2008.

3. conventions comptables

Base de présentation

Les états financiers sont préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur. Aucune information sur la juste valeur n'est présentée lorsque la valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur.

Estimations comptables

The preparation of financial statements in accordance with Canadian generally accepted accounting principles requires management to make estimates and assumptions that affect the amounts recorded in the financial statements and notes to financial statements. These estimates are based on management's best knowledge of current events and actions that the Organization may undertake in the future. Actual results may differ from these estimates.

Financial assets and liabilities

Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction de l'organisme doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que l'organisme pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Actifs et passifs financiers Lors de la comptabilisation initiale, tous les actifs et les passifs financiers sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur. Les coûts de transaction liés aux actifs et aux passifs financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à l'état des résultats et présentés dans les frais de gestion de portefeuille et de transaction. Les coûts de transaction liés aux autres passifs financiers réduisent la valeur comptable des passifs financiers afférents. Les achats ou les cessions d'actifs financiers avec délai normalisé de livraison sont comptabilisés à la date de transaction.

Par la suite, les actifs et les passifs financiers sont évalués et comptabilisés comme il est décrit ci-après.

Actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction Les bons du Trésor et les placements sont désignés par l'organisme comme étant détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations qui en découlent sont comptabilisées à l'état des résultats. Les variations de la juste valeur comptabilisées à l'état des

résultats incluent les revenus d'intérêts et de dividendes, les gains ou pertes de change ainsi que les gains ou pertes réalisés et non réalisés, et sont présentés au poste Revenus nets de placements. La juste valeur des placements a été établie selon le dernier cours acheteur. Lors de leur comptabilisation initiale, certains actifs financiers sont désignés par l'organisme comme étant détenus à des fins de transaction lorsque la désignation élimine ou réduit les incohérences d'évaluation ou de comptabilisation qui pourraient survenir si les actifs, les gains ou les pertes étaient comptabilisés autrement.

Prêts et créances Les débiteurs sont classés comme prêts et créances et sont évalués au coût après amortissement, lequel correspond généralement au montant comptabilisé initialement moins toute provision pour créances douteuses.

Autres passifs financiers L'emprunt bancaire, le découvert bancaire et les comptes fournisseurs et charges à payer sont classés comme autres passifs financiers et sont évalués au coût après amortissement.

Constataion des produits

Apports L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et constatés à titre de produits au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré. Les apports reçus à titre de dotations sont présentés comme des augmentations directes des actifs nets.

Produits de placements Les produits de placements non affectés sont constatés à titre de produits dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés. De plus, les produits d'intérêts sont calculés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice. Les dividendes sont constatés à compter de la date ex-dividende. Les produits de placements sont constatés à l'état des résultats au poste Revenus nets de placements.

Produits de publicité et de publications Les produits de publicité et de publications sont constatés lorsqu'il existe un accord entre les parties, que le montant de la transaction est déterminé ou déterminable et que le recouvrement de la créance est raisonnablement assuré.

En plus des principes généraux mentionnés ci-dessus, l'organisme applique les principes spécifiques suivants :

- Les produits de publicité sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée du contrat, lorsque la publicité est éditée;
- Les produits de publications sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée des abonnements;
- Les autres produits sont constatés lorsqu'ils sont gagnés.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	Taux
Équipement informatique	33 %
Matériel de bureau	20 %

Conversion des devises

Les éléments monétaires d'actif et de passif libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan, tandis que les autres éléments d'actif et de passif sont convertis au taux en vigueur à la date de l'opération. Les produits et les charges libellés en devises sont convertis au taux moyen en vigueur durant l'exercice, à l'exception des charges liées aux éléments non monétaires d'actif et de passif, qui sont converties au taux d'origine. Les gains et les pertes sont inclus dans les résultats de l'exercice. Les gains ou les pertes de change sur les instruments financiers détenus à des fins de transactions sont inclus dans les revenus nets de placements présentés à l'état des résultats.

4. revenus nets de placements

	2008	2007
	\$	\$
Revenus d'intérêts	851	858
Revenus de dividendes	995	935
Gains réalisés sur la cession de placements	228	152
Renversement d'une dévaluation de placements		150
Variation de la juste valeur des actifs financiers désignés par l'organisme comme étant détenus à des fins de transaction	(3 234)	
	(1 160)	2 095

5. affectations grevant les actifs nets

Les actifs nets affectés au financement des activités de fonctionnement par voie d'affectations d'origine interne par le conseil d'administration doivent être conservés en vue de financer les activités de fonctionnement de l'organisme. Ces sommes ne peuvent être utilisées à d'autres fins sans l'approbation du conseil d'administration. Les produits de placements ne sont pas sujets à une affectation spécifique.

6. virement

	2008	2007
	\$	\$
Montant établi de la moyenne des justes valeurs des trois exercices précédents multiplié par 5 % (6 % en 2007) (a)	2,053	2,411
Revenus nets de placements (note 4)	(1,160)	2,095
Frais de gestion de portefeuille et de transaction	(207)	(212)
Produits de placements déduction faite des frais de gestion de portefeuille et de transaction (b)	(1,367)	1,883
Ajustement résultant de la modification comptable (note 2) (c)	6,908	
	5,541	1,883
Virement	(3,488)	528



Fondé en 1972, l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP) est un organisme canadien, indépendant et sans but lucratif.

L'IRPP cherche à améliorer les politiques publiques canadiennes en encourageant la recherche, en mettant de l'avant de nouvelles perspectives et en suscitant des débats qui contribueront au processus décisionnel en matière de politiques publiques et qui rehausseront la qualité des décisions que prennent les gouvernements, les citoyens, les institutions et les organismes canadiens.

L'indépendance de l'IRPP est assurée par un fonds de dotation établi au début des années 1970.

1470, rue Peel, suite 200
Montréal (Québec)
H3A 1T1

T 514-985-2461
TC 514-985-2559

www.irpp.org
irpp@irpp.org